



# REPUBLIQUE DE BULGARIE

**Seul le texte prononcé fait foi !**

## **INTERVENTION**

délivrée par S.E. Ivailo Kalfin

Vice-Premier ministre,  
Ministre des Affaires étrangères de la République de Bulgarie,

en séance plénière du débat général  
à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale

New York, le 28 septembre 2007

Mr. President,  
Mr. Secretary-General,  
Excellencies,  
Ladies and Gentlemen,

It is a privilege and an honour for me to address this distinguished audience and to represent Bulgaria in its new status of Member State of the European Union. Having subscribed to the statement made by the Prime Minister of Portugal, I would like to assure you that as part of the European family, my country is now even more committed to the universal and normative role of the United Nations in today's globalized world.

I warmly congratulate Dr. Serdjan Kerim on the assumption of the Presidency of this sixty-second session of the UN General Assembly. We are delighted to see in the leadership of this body an outstanding representative of a neighbouring state and of our region - South Eastern Europe. Dr. Kerim, may I reiterate that my country fully concurs with the priorities you have outlined for the work of this session. We wish you every success in the months ahead.

Our gratitude goes to H.E. Sheikha Haya Rashed al Khalifa, for her leadership as President of the 61<sup>st</sup> session. I also take this opportunity to commend the dedicated and energetic performance of Secretary-General Ban Ki-moon during his first nine months in office.

M. le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais remercier l'honorable Président de cette soixante-deuxième session d'avoir choisi le **changement climatique** comme thème central de notre débat. Ce défi mondial exige de nous tous une réponse immédiate basée sur les responsabilités communes, et à la fois diversifiées des pays membres. Nous nous félicitons que la Réunion de haut niveau sur le changement climatique du 24 Septembre ait su donner un élan considérable à de futures négociations portant sur un nouvel accord international qui bénéficierait largement de la Convention cadre de l'ONU et du Protocole de Kyoto.

Le réchauffement global aggrave les problèmes sérieux économiques et sociaux auxquels doivent faire face les pays en voie de développement et menace également la mise en œuvre des objectifs de développement fixés par la communauté internationale, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement. A cet égard, nous alignons notre voix sur celle des autres pays membres - notamment sur la récente initiative britannique - qui appelle à une action urgente pour l'accomplissement opportun des dits Objectifs. La Bulgarie est prête à assumer sa part de solidarité envers les pays en voie de développement.

Monsieur le Président,

La liste des risques graves visant notre sécurité commune n'est malheureusement pas courte.

**La non-prolifération d'armes de destruction massive, le contrôle sur les armements, et le désarmement** continuent d'occuper le devant de la scène internationale. Le renforcement du régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires afin de le rendre tout à fait universel, reste une des grandes priorités de notre temps. Il est à regretter qu'aucun progrès n'ait pu être enregistré sur la question ouverte du **programme nucléaire de l'Iran**.

La Bulgarie réaffirme son soutien au Programme d'action de l'ONU contre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre. Nous sommes fermement engagés dans le processus de travail visant à faire adopter dans un avenir proche un **traité international sur le commerce des armes**.

Mon pays condamne sans ambiguïté **le terrorisme et rejette l'idéologie terroriste** sous toutes leurs formes et manifestations. Le terrorisme ne saurait être identifié à une culture ou une religion spécifique. L'ONU est tenue de continuer à jouer un rôle central dans la mobilisation de la communauté internationale pour faire face à cette menace, à la radicalisation et à l'extrémisme politique qui s'y rapportent.

Pour bien combattre le terrorisme, il est essentiel d'aborder les problèmes fondamentaux de la pauvreté et du sous-développement, de surmonter préjugés et stéréotypes, et de promouvoir la tolérance dans un monde de la diversité. C'est la raison pour laquelle la Bulgarie s'est jointe au Groupe des amis de **l'Alliance des civilisations**, tout en appuyant pleinement d'autres initiatives complémentaires.

**La situation en Iraq** continue d'être une source de préoccupations pour la communauté internationale, ce qui exige l'engagement des Nations Unies. La Bulgarie participe aux efforts communs pour faire en sorte que l'Iraq puisse réaliser sa vision d'un Etat sûr, unifié et démocratique. À cet égard, mon pays continue de fournir son propre soutien par le biais de missions humanitaires, d'initiatives bilatérales et de programmes de formation de cadres.

**L'Afghanistan** est un autre exemple où le besoin se fait sentir d'avoir un engagement accru de l'Organisation avec l'OTAN et l'Union européenne pour soutenir le processus difficile de la reconstruction nationale.

Les progrès de **la paix au Moyen Orient** revêtent une importance capitale pour la communauté internationale. La Bulgarie se félicite de la reprise des pourparlers bilatéraux entre le Président Abbas et le Premier Ministre Olmert en espérant qu'ils pourront mener à une solution juste et durable conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité et aux principes du Quartet.

**Le Liban** lui aussi continue d'avoir besoin d'un engagement fort de notre part pour soutenir son unité nationale, son intégrité territoriale, son redressement et sa reconstruction.

M. le Président,

De nos jours, le rôle des Nations Unies n'est plus uniquement de maintenir la paix, mais également de faire en sorte que la paix soit fermement ancrée et durable. **La Commission de consolidation de la paix** fonctionne d'ores et déjà. A notre avis, elle détient un grand potentiel et son statut vis-à-vis des organes principaux des Nations Unies doit être renforcé et mieux défini. Nous percevons l'avenir de la Commission comme un instrument multilatéral moderne pour la résolution des conflits à long terme.

Le processus de consolidation institutionnelle du **Conseil des droits de l'homme** a abouti à un compromis. Nous croyons que ce résultat a engendré des opportunités ainsi qu'un devoir pour nous tous de transformer ce Conseil en tant qu'outil international efficace pour la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

La Bulgarie partage pleinement la vision que la vie humaine a une valeur suprême, et invite les Etats Membres à témoigner leur appui à la résolution sur l'instauration **d'un moratoire et sur l'abolition de la peine capitale.**

M. le Président,

Pour que le multilatéralisme soit efficace, il doit bénéficier d'un partenariat robuste entre l'ONU et les organisations régionales. Nous tenons en haute estime l'interaction grandissante entre l'ONU et l'Union européenne. La déclaration conjointe sur la gestion des crises, récemment mise au point, ouvre des voies nouvelles pour une action concertée. De surcroît, les Nations Unies et l'Union Africaine se sont engagées dans une opération de paix sans précédent – UNAMID, afin de remédier à la situation critique au Darfour. Nous apprécions aussi les formes de coopération pragmatique établies entre les Nations Unies et l'OTAN.

Les formes diverses de coopération régionale et sous-régionale ont toujours constitué la pierre angulaire d'un système mondial de sécurité collective. La paix et la stabilité se trouvent fermement enracinées lorsque les communautés locales et leurs voisins immédiats vivent en harmonie. C'est cette même philosophie qui sert de guide à la présidence bulgare actuelle de **l'Initiative centrale européenne.**

Nous nous félicitons que la coopération régionale en Europe du Sud-Est ait gagné en force et en vitesse. Le Pacte de Stabilité lancé à l'initiative de l'Union européenne en 1999, y a donné un élan important. En accord avec le concept de "*regional ownership*", le rôle-clé est aujourd'hui assumé par **le Processus de coopération en Europe du Sud-Est, le SEECP.** L'accord sur la création d'un Secrétariat du Conseil régional de coopération vient juste d'être signé par les ministres des affaires étrangères des pays membres dans la ville bulgare de Plovdiv. La Bulgarie, actuellement à la tête du Processus, n'épargnera aucun effort pour consolider les perspectives de l'intégration européenne pour toute la région. Nos priorités portent sur la coopération dans des secteurs tels que l'infrastructure, la sécurité, l'énergie, l'environnement, le tourisme, la justice et les affaires intérieures.

Le statut non résolu du **Kosovo** a un effet négatif sur la sécurité de la région toute entière. Nous regrettons que le Conseil de Sécurité n'ait pas été en mesure d'adopter une nouvelle résolution pour remplacer la Résolution 1244 et ainsi confirmer une solution négociée sur la base de la proposition de l'Envoyé spécial Ahtisaari. La Bulgarie soutient avec constance tout les efforts visant à aboutir le plus rapidement possible à une solution viable et légitime sur le statut de Kosovo. Un tel règlement serait à même de garantir la paix et la stabilité régionales et devrait prendre en compte les intérêts et les préoccupations des pays voisins.

Grâce aux efforts déployés par le Troïka du Groupe de Contact, l'on détient, peut-être, la dernière chance d'arriver à une solution négociée. Nous espérons que Belgrade et Pristina seront capables de saisir cette chance pour trouver un compromis susceptible d'ouvrir la voie vers leur avenir européen. Alors que les pourparlers continuent, il est primordial de prévenir toute dégradation de la situation. La communauté internationale et, en premier lieu l'ONU, l'OTAN, l'Union européenne et l'OSCE, agissant de concert avec les institutions locales, doivent continuer à fournir les instruments nécessaires et les garanties pour la préservation de la stabilité régionale.

Promouvoir la démocratisation, la stabilité, la sécurité et la coopération est un enjeu de taille dans la **région de la Mer Noire**. Des efforts plus cohérents sont nécessaires pour arriver à un règlement des conflits «gelés» en Transnistrie et dans le Caucase sud, lesquels ne cessent de miner la stabilité et de nuire à la coopération régionale.

La Bulgarie soutient activement la formulation et la mise en œuvre de la dimension « Mer Noire » de la politique de bon voisinage de l'Union européenne. Des projets de grande envergure ont été lancés dans les secteurs de premier ordre tels que les transports, l'énergie, le commerce, l'environnement et la sécurité frontalière. Stabilité et prévisibilité dans cette région sont plus que jamais exigées compte tenu de son importance grandissante pour la sécurité énergétique de l'Europe et pour assurer la diversification et la fiabilité des approvisionnements en ressources énergétiques vers notre continent.

M. le Président,

La Bulgarie est fermement convaincue qu'afin de pouvoir s'acquitter efficacement de son rôle indispensable partout dans le monde, l'ONU doit poursuivre sans fléchir le **cours des réformes radicales**, initiées au Sommet Mondial de 2005. Des progrès ont été atteints à cet égard durant la soixante et unième session. Il reste quand même beaucoup à faire pour que la mise en œuvre des réformes soit à la hauteur des espérances de la communauté internationale.

Nonobstant des efforts entrepris de bonne foi par les médiateurs, aucun progrès tangible n'a pu être enregistré sur la question déjà largement débattue de la réforme du Conseil de sécurité. Ma délégation appuie la recommandation de faire avancer ce processus à la phase de négociations dans la quête d'un compromis largement acceptable, qui prenne en compte une représentation géographique équitable. Il est évident que le chemin pour réformer le Conseil n'est pas des plus aisés. Il passerait par des solutions intérimaires et des étapes différentes sur une certaine période de temps. Le premier pas, cependant, ne saurait être retardé indéfiniment, car faute de pouvoir réformer le Conseil de sécurité, la réforme d'envergure envisagée de l'ONU restera inachevée.

L'examen critique de la mise en œuvre dans plusieurs pays pilotes du programme «One UN » a fait apparaître des résultats probants. Cependant, le consensus a fait défaut quant à la manière de pousser de l'avant le processus dans son ensemble **de cohérence de l'action du système des Nations Unies**. Nous espérons que l'issue finale prendra la forme d'une aide au développement à la fois meilleure et accrue, qui irait de pair avec une synergie onusienne dans les pays concernés et les structures dirigeantes.

Ladies and Gentlemen,

In conclusion, we should recognize that progress has been made in a number of reform areas, but we have not yet achieved enough. Bulgaria expects that the remaining tasks on the UN reform agenda be pursued energetically and without delay. To this end we appeal to Member states to show more flexibility on the decisions needed to ensure the consistency of the reform process. It is in our common interest to ensure that this sixty-second session is a success. So, let's work together and in a good faith to make it happen.

Thank you for your attention.